



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1999/1303
4 janvier 2000

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRES IDENTIQUES, DATÉES DU 30 DÉCEMBRE 1999, ADRESSÉES AU
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET AU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ PAR
LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU MALI AUPRÈS DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le communiqué de la première réunion des ministres des affaires étrangères membres du Conseil de médiation et de sécurité de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenue à Bamako le 29 décembre 1999, et consacrée à l'examen de la situation politique, économique et sécuritaire de la Côte d'Ivoire et ses implications pour la sous-région (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Moctar OUANE

Annexe

COMMUNIQUÉ FINAL DE LA PREMIÈRE RÉUNION DES MINISTRES DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES MEMBRES DU CONSEIL DE MÉDIATION ET DE
SÉCURITÉ DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE
DE L'OUEST, TENUE À BAMAKO, LE 29 DÉCEMBRE 1999

1. Suite au renversement du gouvernement démocratiquement élu de Henri Konan Bédié le 24 décembre 1999, Alpha Oumar Konaré, Président de la République du Mali et Président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), après consultation avec ses homologues, a chargé les ministres des affaires étrangères du Conseil de médiation et de sécurité d'organiser une réunion et de recommander les mesures appropriées sur la situation politique, économique et sécuritaire de la Côte d'Ivoire et sur les implications de celle-ci pour la sous-région.
2. Les ministres se sont réunis le 29 décembre 1999 à Bamako en République du Mali.
3. Étaient présents à cette réunion les ministres des États membres suivants :
 - a) La République du Bénin;
 - b) La République de Gambie;
 - c) La République du Ghana;
 - d) La République de Guinée;
 - e) La République du Libéria;
 - f) La République du Mali;
 - g) La République fédérale du Nigéria;
 - h) La République du Sénégal
 - i) La République togolaise.
4. La réunion a examiné le mémorandum présenté par le Secrétaire exécutif. Elle a également écouté séparément la délégation du Comité national de salut public représentant la junte militaire ivoirienne et le représentant de Henri Konan Bédié.
5. Conformément à la Déclaration des principes politiques de la CEDEAO du 6 juillet 1991 adoptée à Abuja, au Protocole relatif au Mécanisme de prévention, de gestion de règlement des conflits et de maintien de la paix et de la sécurité en date du 10 décembre 1999 (Lomé) et à la résolution de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) adoptée à Alger en juillet 1999 par la trente-cinquième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, les ministres ont réaffirmé la position constante de la Communauté selon laquelle

/...

les citoyens d'un État membre sont les seuls habilités à décider du choix de leurs dirigeants à travers des élections libres, transparentes et équitables.

6. À l'issue de ses travaux, le Conseil de médiation et de sécurité a fermement condamné le coup d'État militaire en Côte d'Ivoire.

7. À cet égard, le Conseil a instamment demandé au Comité national de salut public de la Côte d'Ivoire :

a) De mettre rapidement en place une structure indépendante pour réviser la Constitution et le code électoral;

b) De mettre en place un gouvernement de transition qui sera chargé d'organiser des élections générales et présidentielles libres, transparentes et équitables ouvertes à tous les partis politiques sans exclusive, et sans aucune discrimination, en vue de rétablir au plus tard au mois de juin 2000, la légalité constitutionnelle et les institutions démocratiques;

c) De procéder à la libération immédiate de tous les détenus politiques, de garantir leur sécurité et de permettre aux organisations humanitaires d'avoir accès aux centres de détention;

d) De respecter et de garantir les droits de l'homme sur toute l'étendue du territoire de la Côte d'Ivoire.

8. Les ministres ont invité la junte militaire à continuer d'accorder l'hospitalité et d'assurer la sécurité à tous les citoyens de la Communauté et aux étrangers résidant en Côte d'Ivoire.

9. Les ministres ont lancé un appel à tous les Ivoiriens afin qu'ils continuent de régler leurs différends à travers le dialogue et dans un esprit de fraternité.

10. La réunion a décidé qu'une délégation du Conseil de médiation et de sécurité conduite par son président et comprenant le Secrétaire exécutif se rende en Côte d'Ivoire pour informer les nouvelles autorités de ces mesures. Le Conseil veillera à la mise en oeuvre de ces mesures et en rendra compte au Président de la conférence.

11. Les ministres ont exprimé leur profonde gratitude à Alpha Oumar Konaré, Président de la République du Mali, au Gouvernement et au peuple du Mali, pour l'accueil chaleureux et leur généreuse hospitalité ainis que pour les excellents moyens mis à leur disposition pour assurer le succès de leur réunion.
